

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

**DISCOURS DU PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE LORS DE LA PRESENTATION
DU PROJET DE SOCIETE**

Kingakati-Buene, le 14 septembre 2011

Mesdames et Messieurs,

Militantes et militants de la renaissance du Congo ici réunis,

Pour peu qu'on ait la fibre patriotique, et qu'on soit passionné de service public, il est des appels qui interpellent.

Celui que m'ont adressé des millions de compatriotes, m'invitant à présenter ma candidature à la prochaine élection présidentielle, est incontestablement de ceux-là.

J'y ai été particulièrement sensible.

Par-delà la fierté d'être votre élu, en attendant d'être, au soir du scrutin, celui de notre peuple dans son ensemble, je suis d'abord et avant tout conscient de l'importance de la charge à laquelle ils m'avez invité à postuler.

Pour en avoir fait l'expérience, y compris à des moments particulièrement difficiles de notre histoire, j'en connais personnellement les exigences, et je mesure combien grande est votre confiance. Aussi, ma gratitude à l'égard de chacun de vous, autant qu'à l'égard des dizaines de millions des congolaises et congolais que vous représentez, n'a-t-elle d'égale, que ma détermination à me montrer digne de cette charge et de cette confiance.

Avec humilité, et en toute responsabilité, j'ai donc accepté d'être candidat à la prochaine élection présidentielle et j'ai, en conséquence, rempli les formalités requises.

J'ai accepté ce défi avec la conviction que, Dieu aidant, nous allons gagner.

Ma conviction ne se fonde pas sur le fait de votre présence nombreuse ici ce jour ; ni sur la chaleur de l'accueil qui, cinq ans durant, m'a toujours été réservé par notre peuple aux quatre coins de la République.

Je suis convaincu que nous allons gagner parce que vous et moi avons une passion, celle du Congo ; une vision, celle de la modernisation de notre pays ; un objectif, le bien-être des congolais ; un bilan qui, sans fausse modestie, est positif ; une équipe homogène, disciplinée, rodée, déterminée et performante.

Je suis convaincu que nous allons gagner parce que la décision appartient à un arbitre expérimenté et objectif, le souverain primaire.

En effet, au bout de cinquante ans d'indépendance, notre peuple a tout vu, tout entendu et tout connu.

Il connaît son histoire et ses politiciens !

Il sait qui est qui dans notre pays !

Il sait qui a fait quoi et pour quel résultat !

Il sait qui a une parole, qui n'a pas de parole, et qui n'a que la parole !

Notre peuple ne pourra pas être, et ne sera pas, ... mystifié !

Mes chers compatriotes,

L'élection présidentielle est une compétition singulière. Quel que soit le passé des compétiteurs, le bilan de l'action antérieure y détermine la crédibilité de toute politique et de tout projet à venir.

Aux termes de notre Constitution, l'élection présidentielle a lieu tous les cinq ans. C'est une période suffisamment longue pour permettre au peuple congolais de se déterminer en connaissance de cause ; de tester, dans le chef de chaque postulant, gouvernant ou aspirant à gouverner, l'authenticité de ses convictions, la pertinence de sa vision, l'efficacité de sa méthode, la qualité de sa gouvernance, ainsi que son aptitude, non seulement à faire rêver, mais aussi et surtout, à capitaliser notre diversité et notre créativité, à faire preuve de tolérance, à rassembler par-delà les

divergences, à fédérer les énergies en créant des synergies ; bref, sa capacité à produire des résultats concrets, visibles, palpables, qui marquent et changent pour le mieux l'environnement et la vie de nos concitoyens.

Mes chers compatriotes,

Au moment où je m'apprête à solliciter de nouveau vos suffrages, permettez donc que, du mandat que vous m'aviez confié il y a cinq ans, je rende compte.

Et comme c'est le cas dans toute comptabilité sérieuse, cet exercice aura, pour point de départ, le bilan d'ouverture. C'est-à-dire, le bilan de quarante ans de gestion qui ont précédé la victoire du peuple, conduit par l'AFDL, sur la dictature, système dont certains animateurs, et pas des moindres, sollicitent eux aussi vos suffrages.

L'action héroïque de Mzee Laurent-Désiré Kabila, de vénérable mémoire, avait un triple objectif, à savoir :

- Libérer le peuple congolais de la dictature ;
- Instaurer la démocratie et l'Etat de droit ;
- Développer notre cher et beau pays.

Quarante ans de gestion déficitaire ne pouvaient malheureusement pas être redressés en quatre ans, l'élan imprimé au pays par Mzee au lendemain de la libération, ayant été brutalement brisé par son ignoble assassinat.

Aussi, lorsqu'il y a dix ans, j'accédais, dans des circonstances tragiques, à la magistrature suprême de notre pays, ce dernier était-il toujours en ruines, les artisans de sa faillite en fuite.

Pour rappel, quand le 17 Mai 1997, les troupes de l'AFDL entrent à Kinshasa, mettant fin à près de quarante ans de dictature, la République Démocratique du Congo, alors République du Zaïre,

remplissaient toutes les caractéristiques d'un état en banqueroute :

Frontières contestées et fréquemment violées ; territoire national morcelé en principautés échappant, pour la plupart au pouvoir institutionnalisé ; affaiblie par la guerre d'agression, minée par les rébellions, la République Démocratique du Congo avait perdu l'essentiel des éléments constitutifs d'un Etat, ainsi que la plupart des attributs de sa souveraineté.

Sur le plan économique, résultat d'une gestion patrimoniale et prédatrice, la situation, pour le moins catastrophique, était caractérisée par la décapitalisation des entreprises, la disparition progressive de l'industrie manufacturière, l'abandon des fermes et plantations agricoles, l'arrêt de tout investissement majeur, même dans les secteurs traditionnellement porteurs de croissance, tels que les mines, l'agriculture, les bâtiments et travaux publics.

Pire, la Gecamines, principale pourvoyeuse de recettes douanières et fiscales de l'Etat, était pratiquement en faillite, entraînant celle de beaucoup d'autres entreprises importantes dont le chiffre d'affaires dépendait essentiellement des transactions avec elle, telles que la SNCC et l'ONATRA, ainsi que la perte, à terme, de plus de la moitié des emplois rémunérés hors fonction publique.

Dans ces conditions, la production intérieure, y compris la production vivrière ne pouvait que baisser, cela d'autant plus que, faute d'entretien, les infrastructures socio-économiques de base, routes, ports, aéroports, chemins de fer, écoles, centres de santé, hôpitaux et universités étaient en état de délabrement avancé.

Bien plus, l'Etat croulait sous le poids d'une dette publique de plus de 10 milliards de dollars dont, depuis longtemps, il n'assurait plus le service et, comme si cela ne suffisait pas, il se trouvait en rupture totale de coopération tant avec les partenaires bilatéraux traditionnels, qu'avec les institutions de Bretton Woods.

S'agissant particulièrement des routes, sans lesquelles aucun développement n'est possible, il sied de rappeler, à titre d'exemple, qu'au début de l'année 2001, la route Kinshasa – Matadi, principal axe d'approvisionnement de la capitale, voire de l'ensemble du pays, n'était qu'une succession de bourbiers. Il fallait souvent trois à quatre semaines aux camions transportant des vivres et autres produits importés de première nécessité, dont des produits périssables, pour couvrir le trajet allant du Port de Matadi à la Ville de Kinshasa.

La situation était tout aussi désolante pour tous les autres principaux axes routiers du pays, la nature ayant même purement et simplement repris ses droits à certains endroits, comme dans le cas des routes Kisangani – Nyanya – Beni et Kinshasa – Kikwit, qu'il a toutes les deux fallu pratiquement ré-ouvrir.

Pour les ménages, cette dégradation avancée des routes avait notamment pour conséquences des pénuries fréquentes, ainsi que la hausse des prix des produits de grande consommation.

Pour les entreprises, il en résultait une augmentation des prix de revient, une réduction des marges, des difficultés de renouvellement des stocks, sans oublier, pour les transporteurs, la destruction rapide de leur charroi ; bref, une compétitivité et une rentabilité réduites.

L'impact de cette situation sur le cadre macro-économique et le social ne pouvait être que négatif.

A titre indicatif, il y a lieu de signaler, comme conséquences déplorables :

- L'hyperinflation ;
- La dépréciation constante et fulgurante du taux de change ;
- L'érosion continue du pouvoir d'achat des citoyens ;
- La déperdition scolaire ;
- La réapparition des maladies jadis éradiquées ;
- L'augmentation du taux de mortalité ;
- La croissance du chômage, de la pauvreté et de la précarité.

Mes chers compatriotes,

Le Congo hérité de la 2^{ème} République au 17 Mai 1997 réunissait donc toutes les caractéristiques d'un Etat en banqueroute.

Il était aussi devenu inaudible et non fréquentable sur la scène internationale.

Quoique n'ayant contribué, ni de loin, ni de près à cette faillite, mais mû par l'intérêt supérieur de la nation, et en vertu du principe de la continuité de l'Etat, nous nous sommes attelés à y remédier, dès nos premières heures à la tête du pays.

La tâche était d'autant plus titanesque que certaines des distorsions à corriger avaient des racines profondes, parce que remontant à la période coloniale.

Je pense notamment à la conception fondamentalement extravertie de la mise en valeur des ressources et de l'aménagement du territoire national.

Face à cette situation dramatique, qui empirait au jour le jour, l'urgence consistait à arrêter la dégradation, en rétablissant les fondamentaux.

Dans un premier temps, soit de 2001 à 2005, nos priorités ont donc été les suivantes :

- rétablir la paix dans le pays et avec nos voisins ;
- réunifier le territoire national et réhabiliter l'Etat ;
- instaurer la démocratie et l'Etat de droit ;
- stabiliser le cadre macro-économique ;
- relancer la croissance.

Il nous a fallu ensuite, et toujours en urgence, créer un environnement propice au développement des investissements et du secteur privé, à la création des emplois et à l'amélioration de la qualité des services publics, particulièrement la desserte en eau et en électricité, l'éducation et la santé.

D'où le lancement du vaste programme des cinq chantiers de la République qui, en plus des secteurs cités ci-haut, concerne aussi les infrastructures, le logement et l'emploi.

Il y a dix ans, tous ces paris paraissaient fous. Aujourd'hui, ces paris sont tous gagnés ou en voie de l'être, offrant aux congolaises et congolais une base solide pour l'édification d'un avenir meilleur.

Sur le plan politique et de la sécurité, privilégiant le dialogue et la réconciliation, allant jusqu'à accepter le partage du pouvoir pour ramener la paix et refaire l'unité du Congo, nous avons d'abord, au terme d'une transition consensuelle, réussi en 2006, à conduire le peuple congolais aux premières élections générales réellement libres, transparentes et démocratiques de l'histoire de notre pays, mettant ainsi fin à une longue crise de légitimité et déjouant les pronostics de tous ceux qui pariaient sur l'échec du processus électoral, ou qui, de surenchère en surenchère, tout préalable satisfait donnant naissance à un autre, travaillaient sournoisement pour un tel échec.

Après 2006, l'action menée a permis d'enregistrer des résultats encore plus remarquables.

Priorité des priorités, le pays a été presque'entièrement pacifié, suite à la signature en 2009, non remise en cause depuis lors, des Accords de Paix avec une vingtaine de groupes armés nationaux anciennement actifs dans les provinces du Nord Kivu et du Sud Kivu, et le succès d'une action diplomatique volontariste et des opérations militaires vaillamment menées par les Forces armées de la République Démocratiques du Congo contre les FDLR, la LRA et les autres groupes armés étrangers dans l'Est et le Nord-Est du territoire national.

Dans la foulée, la région des Grands Lacs a retrouvé la paix et la stabilité, notre pays y a reconquis sa place et les relations diplomatiques ont été rétablies avec tous les pays voisins.

En dépit de quelques soubresauts enregistrés dans quelques provinces, qui d'ailleurs ont chaque fois été gérés au mieux, les institutions de la République ont globalement bien fonctionné

pendant toute la législature, et aucune crise politique majeure n'a été enregistrée.

Par ailleurs, la réforme du secteur de sécurité a été engagée, donnant progressivement naissance à une nouvelle armée organisée en régiments, une nouvelle police nationale sensibilisée au respect des droits humains, et une nouvelle justice assainie par des mesures de révocation et de mise à la retraite, couplées au recrutement de plus de 2000 nouveaux magistrats, dont une forte proportion de femmes.

Quant aux libertés publiques, tant au niveau des droits individuels qu'à celui des partis politiques, y compris la liberté d'expression et de presse, elles sont devenues effectives et sont vécues au quotidien par tous les citoyens, comme en témoignent le retour au pays de plusieurs dignitaires de la 2^{ème} République et, de manière encore plus éloquente, la participation, au processus électoral en cours, de tous ceux qui, dans le passé, en avaient été empêchés ou s'en étaient abstenus.

Bref, la gouvernance politique et sécuritaire n'a jamais été aussi bonne dans notre pays, et elle s'améliore chaque jour davantage.

Sur le plan économique, à force de discipline et de rigueur dans la gestion, le cadre macro-économique a été stabilisé et la croissance est non seulement de retour, mais en constante progression.

Sur les huit années qui ont immédiatement précédé mon accession au pouvoir, soit de 1992 à 2000, la croissance réelle du produit intérieur brut de la République Démocratique du Congo était constamment négative. Etablie à moins 6,8% de 1992 à 1995, elle était passée à moins 3,9% pour les cinq années suivantes, cette légère amélioration, notable à partir de 1997, étant le reflet du changement de gouvernance instauré au lendemain de la libération du pays.

Depuis 2001 par contre, la République Démocratique du Congo a renoué avec une croissance positive. Son taux est passé de 5,6% en 2006 à 7,2% en 2010.

Le produit intérieur brut, qui se situait à 4,3 milliards de dollars en 2000, a ainsi atteint le seuil de 12,5 milliards de dollars en 2009, soit trois fois plus, en moins d'une décennie.

Autre indicateur significatif, le taux d'inflation qui était de 9000% en 1996, a été ramené à 9,89% à la fin de l'année 2010.

Le problème de la lourde dette héritée des gouvernements antérieurs a lui aussi été réglé.

Après avoir atteint le point de décision de l'initiative PPTE en juin 2003, la République Démocratique du Congo a en effet été admise au point d'achèvement en juillet 2010, au terme de sept ans d'importantes réformes institutionnelles et structurelles et de sacrifices louables de notre peuple.

La conséquence heureuse en est que le stock nominal de la dette extérieure du pays a été ramené de 13,7 milliards de dollars à seulement 3,5 milliards, soit une réduction de 74%, ce qui rend la charge actuelle de notre dette soutenable, le stock résiduel ne représentant plus que 26% du produit intérieur brut, contre 134% auparavant.

Cet allègement substantiel de la dette a notamment contribué à conforter le niveau des réserves internationales de notre pays qui sont passées de 78,55 millions de dollars au 31 décembre 2008 à 1,002 milliards en 2009, avant d'atteindre 1,395 milliards en 2010.

Preuve, à la fois, de crédibilité internationale retrouvée et de sérieux dans la mobilisation des recettes publiques, le budget de l'Etat est passé de 721 millions 814 mille francs congolais en 2006 à 6.746 milliards 324 millions de francs congolais en 2011. Mieux : plus de 4 milliards de dollars du budget 2011 proviennent des ressources internes du pays, soit quatre fois plus qu'en 2006.

Qu'une telle performance soit aujourd'hui possible, alors que l'industrie minière ainsi que l'agriculture sont juste en train de se relever, suscite plusieurs interrogations, dont celle de savoir pourquoi cela n'avait pas été possible quand, dans les années

quatre-vingt, notre pays était un des principaux producteurs mondiaux de cuivre et le premier producteur mondial de cobalt.

L'explication est dans la différence entre les modes de gouvernance.

Il y a donc lieu d'espérer, dans ce domaine, des performances bien meilleures encore, vu que la production minière a repris une courbe ascendante.

Mes chers compatriotes,

Il est légitime de s'attendre à ce qu'aussi bien l'amélioration des paramètres macro-économiques que les progrès en matière de reconstruction aient un impact positif sur le social des congolais.

Qu'en est-il ?

Parce que nous savons qu'il nous faut encore faire davantage, le pouvoir d'achat de la plupart de nos frères et sœurs demeurant en deçà des attentes, nous nous sommes jusque-là abstenu de rendre compte de ce qui a été accompli à cet égard.

Depuis plus ou moins cinq ans, les salaires des fonctionnaires sont en constante augmentation. En effet, le salaire du huissier, qui était de 865 francs congolais en 2005, est aujourd'hui de 35.000 francs congolais. Celui des médecins est passé de 150 dollars en 2006 à 200 dollars en 2007, puis à 500 dollars en 2008, pour atteindre 700 dollars en 2009.

Les magistrats ont eux aussi vu leur salaire augmenter. De 704 dollar en 2008, il est monté à 1.414 dollars en 2007, puis à 1450 dollars en 2008, avant d'atteindre 1600 dollars en 2009.

Quant aux professeurs d'université, de 8 dollars en 1997, leur salaire est passé à 200\$ en 1998, 300\$ en 2006, puis 500\$ en 2009, 1500\$ en 2010 et 2200\$ en 2011.

Il est important de souligner qu'avec l'augmentation de leur rémunération, le social des professeurs a pu être amélioré, avec notamment l'acquisition à leur profit de 1400 véhicules individuels dont 500, destinés aux professeurs du Bandundu, du Bas-Congo et de l'Equateur, ont déjà été réceptionnés, tandis que les 900 destinés à ceux des provinces du Katanga, des deux Kasai, du Nord et du Sud Kivu, du Maniema et de la Province Orientale, seront réceptionnés dans ces provinces le mois prochain.

S'agissant de la reconstruction du pays qui, par définition est une tâche de longue haleine, nous ne sommes qu'au début de notre programme. Mais, déjà, les résultats sont palpables et leur impact dans la vie des congolais est de plus en plus évident.

Il en est ainsi du volet « routes » du chantier « infrastructures ».

De décembre 2006 à mai 2011, sur un réseau national de 58.129 km de routes d'intérêt général, longtemps abandonnées à l'état de délabrement, 5.961,44 km ont été totalement réhabilités sur l'ensemble du pays.

Les travaux se poursuivent sur 12.023 km de plus, tandis que des réfections sont projetées sur des tronçons additionnels.

Pendant la même période, plus de 1294 km de voirie urbaine sur un total de 7.400 km ont été réhabilités et revêtus à travers le pays.

Des ponts ont aussi été construits, tel celui qui a été jeté sur la rivière Loange, long de 444 m, reliant le Bandundu au Kasai-Occidental, ainsi que celui sur la rivière Mpozo sur la Nationale n°1 à l'entrée de Matadi.

Par ailleurs, un déploiement des ponts mobiles, bacs, vedettes et bateaux de transport est en cours à travers tout le pays.

Il en est de même de la réhabilitation des ports de Matadi, de Mbandaka, de Kalemie, de Kisangani, de Kalundu et d'Ilebo, ainsi que celle, en vue de leur modernisation, des aéroports de Ndjili, de

Goma, de la Luano, de Kisangani, de Moanda, de Kolwezi et de Kavumu qui a démarré ou va bientôt l'être.

On peut noter également la relance des activités ferroviaires avec notamment la mise en œuvre de la réhabilitation de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) dans le cadre du Projet de transport multimodal; la mise en circulation d'un nouveau train urbain, équipé de voitures modernes, à Kinshasa et la réhabilitation de plusieurs unités flottantes de la Société Nationale des transports et des Ports, ex-ONATRA, qui a permis la reprise du trafic sur le fleuve.

Dans le but d'améliorer les performances des entreprises nationales des travaux publics, du matériel de génie civil a été acquis sur fonds propres et mis à la disposition des brigades de l'Office des Routes et de l'OVD. Il s'agit essentiellement des bulldozers, des chargeurs de pneus, des tractopelles, des niveleuses, des pelles hydrauliques, des compacteurs, des camions bennes basculantes et autres remorques porte-engins.

Toujours sur fonds propres, un lot plus important encore, dont 70% devraient être livrés avant la fin de ce mois, a été commandé, ce qui va permettre de porter de 1000 à 3000 kms la longueur des routes en terre ouvertes ou réhabilitées au courant de l'année..

La problématique récurrente d'entretien des routes et chaussées a trouvé une réponse structurelle avec la création du Fonds National d'Entretien Routier (FONER) chargé de collecter les moyens nécessaires principalement par le truchement d'une redevance sur le carburant terrestre et les lubrifiants. Sa capacité actuelle de mobilisation des fonds est d'environ 60 millions USD par an, destinés essentiellement à l'entretien des routes récemment réhabilitées.

Mes chers compatriotes,

D'aucuns disent qu'« on ne mange pas les routes ».

Assurément !

Pas plus d'ailleurs qu'on ne mange les bacs, les tracteurs, les bêches ou les houes.

Cependant, sauf à vouloir condamner notre pays à dépendre de l'aide alimentaire aéroportée, peut-on raisonnablement prétendre stimuler la production agricole, assurer la sécurité alimentaire et approvisionner les villes en vivres, sans des routes en bon état ?

Il n'y a pas de développement sans voies de communications.

Nier cette évidence, c'est au mieux, manquer d'expérience.

Et les statistiques à ce sujet sont d'une grande éloquence.

Tenez : en deux ans, soit de 2009 à 2011, 3000 tracteurs avec accessoires, capables d'emblaver plus de 250.000 hectares de cultures, ont été achetés et distribués à travers toutes les provinces.

Cet effort sans précédent de mécanisation, couplée à la réhabilitation des routes de desserte agricole et à un encadrement efficace des paysans, a permis d'enregistrer une forte croissance de la production agricole au cours des quatre dernières années qui, d'une moyenne pondérée des 11 provinces d'à peine 1% en 2007, a atteint 7,7% en 2010.

Tout aussi significative est l'augmentation de la contribution du secteur agricole au produit intérieur brut. Quasi-nulle de 2001 à 2005, cette contribution n'a cessé de croître, au point de représenter 26%, pour les quatre années suivantes, soit le double de la contribution du secteur minier au cours de la même période.

De manière plus générale cependant,

Quel gain de temps, de confort, et en consommation de carburant pour les particuliers !

Quelles économies, profitables au panier de la ménagère, pour les importateurs !

Dans le secteur de l'enseignement supérieur et universitaire, des bâtiments universitaires ont été construits particulièrement à Kindu, Bukavu et Butembo. Il sied de signaler que les deux universités construites à Kindu et Bukavu sont les premières construites à 100% par l'Etat congolais depuis l'indépendance du pays. D'autres bâtiments universitaires datant des années 50 et 60 ont été réhabilités et modernisés, notamment sur les sites de l'Institut des Bâtiments et des Travaux Publics de Kinshasa, de l'Université de Lubumbashi, de l'Université de Kinshasa, de l'Université de Kisangani et de l'Université Pédagogique Nationale.

Le processus de réhabilitation a touché aussi les cliniques universitaires de Kinshasa, ainsi que celles de Kisangani où des bâtiments ont été construits pour la faculté de médecine.

De même, 24 ISP et 3 ISPT ont également été réhabilités et modernisés.

Concernant le secteur de l'enseignement primaire et secondaire, la mise en application progressive, depuis septembre 2010, du principe de la gratuité de l'enseignement primaire a constitué un tournant décisif en matière d'éducation nationale.

Sur le plan didactique, il y a lieu de noter la distribution de plus de 25 millions de manuels scolaires aux élèves des 1ères, deuxièmes, troisièmes et quatrièmes années de l'enseignement primaire, ainsi que de 200.000 kits pédagogiques à tous les

enseignants du primaire et de 944.100 guides pédagogiques aux enseignants de français et de mathématiques sur toute l'étendue du pays.

En ce qui concerne les infrastructures scolaires, 5 écoles techniques pilotes ont été construites à travers le pays et dotées d'équipements ultramodernes. Sans compter la construction, la réhabilitation et l'équipement de plus de 1.500 autres écoles et centres de formation.

C'est le lieu de relever l'innovation dans l'organisation des Instituts Techniques Industriels (ITI) au sein desquels fonctionnent des pools de développement qui sont en même temps des centres de production, notamment de matériaux et d'autofinancement. Dans certaines parties du pays, ces ITI participent déjà à la construction de certains ouvrages dans le cadre des 5 chantiers de la République.

Au sujet du personnel enseignant, pièce maîtresse du système éducatif national, plus de 120.000 enseignants supplémentaires ont été mécanisés depuis 2007 faisant ainsi passer l'effectif des enseignants de 185.000 en 1985 à 220.000 en 2007, puis à 350.000 en 2011. Soit un triplement des effectifs depuis lors.

De plus, la suppression des zones salariales a concouru à l'amélioration des revenus et du pouvoir d'achat pour les enseignants de l'intérieur du pays. Ladite suppression des zones salariales a également eu pour effet d'améliorer la qualité de l'enseignement et de réduire très sensiblement les mouvements migratoires des enseignants jadis attirés vers les zones où les salaires paraissaient meilleurs.

En ce qui concerne la parité filles-garçons, l'indice de disparité filles-garçons est passé de 0,8 en 2006-2007 à 0,89 en 2008-2009. A ce jour, sur 100 élèves, la proportion est de 46 filles contre 54 garçons.

Le taux d'admission, quant à lui, a été amélioré passant de 104,3 en 2006-2007 à 115 en 2008-2009. Ce taux indique que des enfants qui étaient en dehors du système scolaire ont été récupérés. Le taux d'achèvement a également connu une amélioration passant de 49,6 en 2006-2007 à 56,3 en 2008-2009, tandis que Le taux brut de scolarisation est passé de 83,4 en 2006-2007 à 90,7 en 2008-2009.

En matière de santé, la lutte contre le VIH-SIDA, la poliomyélite et le paludisme a été intensifiée, donnant des résultats appréciables.

Par ailleurs, 416 centres de santé, 58 hôpitaux et 15 Instituts supérieurs des techniques médicales ont été réhabilités, tandis que la fourniture en équipements médicaux a concerné 105 hôpitaux et 592 centres de santé, et que les travaux de réhabilitation des hôpitaux de référence se poursuivent à plusieurs endroits du pays dont Gemena et Mbandaka dans la province de l'Equateur.

Plus emblématique de notre détermination à améliorer la qualité des services de santé est cependant la construction de l'Hôpital du Cinquantenaire dont l'inauguration devrait avoir lieu incessamment.

Il s'agit d'un ouvrage unique en son genre dans toute la sous-région de l'Afrique centrale, offrant 450 lits et doté d'un hélicoptère pour les évacuations d'urgence, ainsi que des technologies les plus modernes pour le diagnostic et le traitement des maladies, dont un centre du cancer, un centre de dialyse, un centre de réadaptation cardiaque, et une résonance magnétique.

Concernant la desserte en eau, une amélioration globale a été rendue possible grâce à diverses activités, notamment la construction de nouvelles infrastructures de production, de transport et de distribution, la réhabilitation des usines et réseaux, l'extension des usines et réseaux, et le renouvellement des

équipements de pompage. Des nombreuses villes et localités ont bénéficié de l'une ou l'autre activité d'amélioration de desserte en eau. C'est le cas notamment de Boma, Kasangulu, Bandundu-Ville, Kikwit, Gemena, Tshimbulu, Tshikapa, Mbuji-Mayi, Iusambo, Lubumbashi, Moba, Beni, Punia, Butembo, Goma, Bukavu, Ubundu et Kongolo. La ville de Kinshasa a connu l'achèvement de l'usine de la Lukaya 1ère phase, la réhabilitation des ouvrages de traitement d'eau de Lukunga, la construction du troisième module de traitement d'eau à Ndjili et la construction du canal d'amenée eau brute à la prise d'eau de Kinsuka. Plusieurs autres projets sont en cours à travers les différentes provinces. En outre, 33 ateliers de forage sont en cours de livraison en vue d'assurer la desserte des milieux ruraux en eau potable à travers toutes les provinces, voire pour pallier la carence en eau potable en milieux péri-urbains.

Dans le domaine de l'électricité, le taux global de desserte est passé de 6 à 9%. 49 projets sont, à ce jour, terminés ou en cours d'exécution dans le but tant d'améliorer la qualité des services offerts à la population que d'augmenter le nombre d'abonnés desservis et, partant, celui des territoires pourvus en énergie électrique. C'est le cas notamment de la construction de la centrale de Kakobola d'une puissance de 9,3 MW, de la centrale de Katende d'une puissance de 64 MW et de la centrale de Zongo II avec 140 MW. Est également à épingle au nombre des réalisations, l'électrification de Kindu dans le Maniema, de Sake, Kiroche, Shasha, Minova et Bweremana au Nord-Kivu ; de Mudaka, Mumosho, Chibimbi et Nyangezi au Sud-Kivu ; d'Aru et Ariwara en Province Orientale ; de Lukula et Tshela au Bas-Congo ; de Gungu dans le Bandundu par groupe électrogène, sans oublier les travaux de pré-électrification de Beni et Oicha dans la province du Nord-Kivu.

A noter l'exécution des travaux et la mise en œuvre de plusieurs autres projets à l'intérieur du pays et à Kinshasa, dont la fiabilisation des équipements de protection de la ligne Inga-

Kinshasa, l'implantation de 30 cabines MT/BT dans 8 communes de la ville de Kinshasa, l'implantation d'un nouvel injecteur Haute Tension à Kasapa (Lubumbashi), la réparation et modernisation du groupe n°2 de la centrale hydroélectrique de Bendera et réseau associé, la remise en état de la centrale hydroélectrique de Kibibi et réseaux associés, l'électrification de Pweto, le renforcement de la desserte électrique dans les villes de Mbuji-Mayi, Kikwit et Kananga, la réhabilitation minimum du réseau de distribution pour mise en service d'un groupe électrogène (440 KVA) à Kabinda, la rénovation de la centrale hydroélectrique de Lugundi (1,5 MW) et de la ligne Lugundi-Tshikapa (Kasaï Occidental), l'installation et mise en service d'un groupe thermique de 500 KVA et l'installation d'un groupe thermique de 1250 KVA à Mbandaka, la fiabilisation des groupes n°1 et 3 de la centrale hydroélectrique de Mobayi à Gbadolite et l'installation de 2 groupes de 550 KVA à Gemena et Libenge.

La centrale hydroélectrique d'Inga2 a bénéficié de la réhabilitation de son groupe n°3 et à Muanda, la puissance de la centrale thermique a été renforcée par l'installation de deux nouveaux groupes de 1250 KVA chacun.

Dans d'autres localités du pays, 38 autres projets sont en cours et de nouvelles agglomérations ont ainsi été rajoutées au nombre de contrées desservies en électricité. A ce jour, 6 millions d'habitants ont l'électricité dans leur maison. Le défi reste immense, mais la volonté de le relever est évidente.

Mes chers compatriotes,

Voilà, brièvement brossé, ce que, pour la renaissance du Congo, j'ai fait du mandat que vous m'aviez confié.

Tous vos soucis n'ont certes pas été rencontrés. Mais nul ne peut honnêtement prétendre que cela aurait été possible en même temps, partout et en un seul mandat.

Le développement est un processus cumulatif. C'est en posant nos pierres, l'une après l'autre, et en nous prémunissant contre le syndrome du perpétuel recommencement, que nous bâtirons la maison Congo.

Bien plus, notre pays a les dimensions d'un continent. Ce qui se fait à l'une de ses extrémités, n'est pas toujours connu à l'autre. D'où souvent une fausse impression de stagnation.

De même, puisqu'on ne peut tout faire, partout et au même moment, la réussite de l'ouvrage dépend des arbitrages.

J'assume ceux que j'ai eus à faire.

En effet, aussi aigu que soient les problèmes de transport, dans une mégapole comme Kinshasa, au nom de quelle rationalité, l'achat des bus serait-il prioritaire à la réfection de la voirie, dont le délabrement, voire l'inexistence, ne permet pas une utilisation efficiente des bus ?

Dans ce cas, commencer par la voirie, plutôt que par les bus, ce n'est pas tourner le dos au social. C'est opter pour le changement radical.

Autre exemple : dans un pays semi-enclavé, sans production industrielle, et où tout est à reconstruire, ce qui est le cas de la République Démocratique du Congo, comment acheminer au centre du pays, des engins lourds pour les travaux d'infrastructures, sans avoir au préalable aménager les routes qui conduisent aux ports et postes frontaliers par lesquels lesdits engins entrent dans le pays.

Privilégier les routes Kinshasa - Matadi, Lubumbashi - Kasumbalesa et Kisangani - Nyanya - Béni, n'est pas du favoritisme, mais plutôt du réalisme.

N'en déplaise à ceux pour qui il fait nuit, même en plein jour, l'ordre chronologique des actions entreprises dans le cadre des cinq chantiers de la République est rationnel et répond aux exigences d'efficacité et de bonne gouvernance.

En cinq ans, nous avons ensemble, fait avancer le Congo.

Avec votre concours, pour l'essentiel, j'ai tenu mes promesses.

Il n'y a plus d'incendie à l'Est, sinon quelques brasiers.

Hier évanescent, l'Etat a régénéré.

La dette est allégée et l'économie relancée.

Des financements innovants ont été trouvés, en soutien au programme de reconstruction.

Plusieurs projets ont démarré dans le cadre des cinq chantiers et plusieurs d'entre eux sont terminés.

Bref, des fondations solides ont été jetées, pour assurer à nos enfants, l'avenir dont ils rêvent et qu'ils méritent.

A cet égard, mon ambition n'est rien de moins que l'émergence du Congo à l'horizon 2030, comme un pays de référence et à forte croissance, et son accession au statut de puissance mondiale à l'horizon du centenaire de notre indépendance.

Cette ambition est portée par une vision, celle d'un Congo dont la vocation naturelle est d'être « la maison au sommet de la montagne », l'étoile polaire dans la constellation des nations.

Elle est aussi portée par une démarche singulière, parce que constamment en rupture avec les schémas du passé et friande de formules novatrices, efficaces et audacieuses.

Ensemble, et comme le démontre l'expérience des dix dernières années, cette vision et cette démarche ont une capacité inégalée à transfigurer rapidement notre pays.

Par rapport aux modes de pensée et d'action ambiantes, elle constitue une véritable révolution. La « Révolution de la Modernité » !

C'est donc fort d'une grande ambition pour notre pays, et conforté par une vision et une méthode qui ont fait leurs preuves, que je réaffirme ce que je vous avais déjà dit, il y a quelques temps :

« Ensemble, motivés et déterminés, nous allons gagner le pari de la reconstruction et de la modernisation du Congo ».

Pour gagner ce pari, nous devons poursuivre et approfondir les transformations déjà engagées dans divers secteurs de la vie nationale.

Nous devons, aussi et surtout, proposer à la nation des objectifs stratégiques qui, pour moi, constituent des engagements à tenir. Nous devons nous engager à faire du Congo, ce don béni du ciel :

- un pool d'intelligence et de savoir-faire ;
- un vivier de la nouvelle citoyenneté et de la classe moyenne ;
- un grenier agricole ;
- une puissance énergétique et environnementale ;
- un pool économique et industriel ;
- une terre de paix et de mieux être ;
- une puissance régionale au cœur de l'Afrique.

Pour tout pays, le capital humain est l'atout majeur pour l'émergence ; la classe moyenne, le moteur de la croissance ; le patriotisme et la moralité, des gages de bonne gouvernance.

C'est pourquoi, au cours du mandat qui vient et au-delà, nous entendons faire de l'éducation et de la formation à la citoyenneté, la première de nos priorités.

Convaincu que pour être un facteur de modernisation, l'éducation doit être reformatée en fonction de nos réalités, ainsi que des besoins et des ambitions du Congo.

Des options précises ont été levées dans ce sens.

Par-delà la réhabilitation des cours de civisme dans les programmes scolaires, des démarches complémentaires sont envisagées pour développer la classe moyenne, et pour susciter une nouvelle citoyenneté.

La première consistera à généraliser la formation aux valeurs républicaines et morales, et à faire preuve de rigueur dans la lutte contre l'impunité.

La formation aux valeurs exaltera la rigueur, l'honnêteté, la ponctualité, l'humilité, le dévouement, la responsabilité, la courtoisie, l'impartialité, la compétence, la conscience nationale, le respect de l'intérêt et du bien publics, la loyauté à la nation, le sacrifice pour la patrie et le sens de responsabilité et du devoir.

La deuxième démarche aura pour objet, des actions spécifiques à l'intention de quatre groupes cibles : la jeunesse, la fonction publique nationale et provinciale, les acteurs de l'économie informelle et les exploitants agricoles.

Une des actions phare, à l'intention de tous ces groupes, sera la création, en leur sein, d'incubateurs d'excellence, pour faciliter

l'apprentissage des valeurs de référence et favoriser, dans notre société, une saine concurrence.

Une autre action du même genre, sera l'organisation d'un meilleur accès au crédit, à la propriété foncière et immobilière, pour stimuler la consommation et créer l'émulation.

Pour cristalliser les efforts de réarmement moral et d'éveil au patriotisme, nous ferons recours à des symboliques fortes. Nous introduirons aussi des traditions commémoratives autour des attributs de la souveraineté du pays, instituerons des structures de régulation, et édicterons des chartes des valeurs et des codes d'éthique professionnelle.

Mes chers compatriotes,

Pour son émergence, notre pays doit s'imposer de devenir un véritable grenier agricole.

La récente crise alimentaire, consécutive à la flambée des prix, a révélé que tous les pays industrialisés ou émergents sont des grands producteurs agricoles.

Aussi la Révolution de la Modernité fixe-t-elle à 2020, l'horizon pour l'accession de la République Démocratique du Congo au statut de puissance agricole.

C'est à la fois, un préalable à sa puissance industrielle et le fer de lance d'une lutte efficace contre la pauvreté.

Le choix de cette option se justifie amplement, vu l'immense potentiel agricole non exploité du pays.

Sur 80 millions d'hectares arables disponibles, 11 millions seulement sont aujourd'hui mis en valeur, dans un contexte marqué par des conflits fonciers récurrents, l'absence de financement, et le délabrement des routes de desserte agricole.

Priorité sera accordée à la solution de ces trois problèmes.

Par-delà l'augmentation de la production agricole, la modernisation du monde rural sera un objectif spécifique, avec pour ambition de réduire la fracture infrastructurelle entre les villes et les villages, principale cause de l'exode rural.

C'est l'ensemble du monde rural, épicerie de la pauvreté, qui subira donc une profonde transformation.

Les villages, aujourd'hui dépourvus de tout, seront encouragés à se regrouper, volontairement et par affinité, de manière à permettre leur modernisation, grâce à la construction des infrastructures et services de base.

L'accès à l'eau potable et à l'électricité y sera amélioré, en recourant aux forages et aux énergies renouvelables.

L'ambition d'un Congo émergent passe aussi et nécessairement par l'industrialisation.

Pour être de ceux qui demain comptent, nous devons faire de notre pays un pool économique et industriel.

A cette fin :

Nous chercherons la maximisation de la plus-value par la transformation sur place des matières premières et le recours à la fiscalité pour décourager l'exportation des produits à l'état but.

Nous privilégierons la mise à contribution de nos ressources naturelles, pour mobiliser les financements nécessaires à l'industrialisation, de manière à éviter le piège du surendettement bancaire et la perte de notre souveraineté.

Gage de développement de notre pays, nos ressources naturelles seront, à travers des structures appropriées, répertoriées, explorées, évaluées et sécurisées pour un financement optimal du programme de développement et un bénéfice maximal pour la nation.

La priorité sera accordée à la voie nationale, pour l'évacuation de la production minière, agricole et manufacturière de toutes les provinces, afin de profiter des économies d'échelle, réduire les coûts de transport et améliorer la compétitivité internationale de nos exportations.

Un autre terrain qui offre à notre pays, une opportunité exceptionnelle de positionnement de choix sur l'échiquier international, est celui du changement climatique.

Le danger, que l'émission inconsidérée de gaz à effet de serre fait courir à l'humanité, a non seulement remis en cause le modèle classique de développement, mais aussi ouvert la voie à des primes pour comportement responsable à ceux qui ont les moyens et la volonté de s'inscrire dans la logique du développement durable.

Pour ce faire, nous entendons faire de la République Démocratique du Congo une puissance énergétique et environnementale, en phase avec les préoccupations de développement durable, et acquise à un modèle de croissance économique respectueux des écosystèmes et de l'environnement.

Le colossal potentiel hydroélectrique du Congo, estimé à 100.000 MW, dont 40.000 en un seul site, celui d'Inga, est l'un des atouts dont dispose notre pays. Il est largement suffisant pour les besoins du programme national de développement et pour l'exportation de l'électricité en Afrique et au-delà.

Cet important potentiel d'énergie renouvelable et non polluante présente également de grandes opportunités de financement carbone dans le cadre du Mécanisme de Développement Propre.

Aussi accorderons-nous une priorité renouvelée à l'hydroélectricité dans notre politique énergétique. Nous

multiplierons donc le nombre de barrages et centrales de petite et moyenne dimensions à travers le pays, par souci de proximité et organiserons leur interconnexion, en réponse à l'exigence de redondance.

Le projet phare du secteur sera cependant la construction du Gand Inga, dont les études préliminaires ont déjà commencé.

Des décennies durant, les experts nous en ont en effet plus parlé en termes d'obstacles à franchir, que d'opportunités à saisir.

Je gage que si, à leur époque, les pharaons avaient écouté ce type d'experts, nous n'aurions jamais eu les pyramides.

La Révolution de la Modernité a pour particularité de reculer les limites.

Le Grand Inga sera construit !

La puissance énergétique de la RDC sera aussi développée à partir de son potentiel en hydrocarbures.

A la faveur d'un nouveau cadre juridique particulièrement incitatif, notre politique dans ce domaine visera la mise en valeur de l'ensemble des bassins sédimentaires du pays, notamment le bassin côtier, le bassin de la cuvette centrale, le Graben Albertine et le Graben de Tanganyika, avec pour objectif d'atteindre

rapidement une production journalière de plusieurs dizaines de milliers de barils.

La localisation de ces bassins sédimentaires met en évidence la vocation de la RDC à favoriser l'intégration économique africaine et la nécessité de créer des zones d'intérêts communs avec les pays frontaliers, pour une exploitation en commun des blocs pétroliers, tout en en retirant une part équitable de bénéfices pour notre propre pays.

L'exploitation du gaz méthane du lac Kivu constitue un autre pilier important pour les ambitions de notre pays dans les domaines de l'énergie et de l'environnement.

Des dispositions seront prises pour l'accélération des études et autres formalités en vue de cette exploitation ; de même d'ailleurs que pour celle du charbon et du schiste bitumeux, les nouvelles technologies permettant de le faire de manière rentable et dans le respect des exigences de développement durable.

Mes chers compatriotes,

Le bien-être des congolais est la finalité de toute notre action. C'est pourquoi nous voulons d'un Congo, non seulement en paix, mais symbole de vie apaisée. Un pays dont la sécurité et celle des citoyens est assurée ; un pays où les habitants jouissent de la paix du cœur et de l'esprit.

Pour ce faire, une politique de l'habitat soutenue par un système de crédit location-vente, facilitant l'accession au titre de propriété foncière et au crédit personnel et individuel d'acquisition des biens fonciers et d'équipement sera mise en place.

Des dispositions seront aussi prises pour un règlement durable du problème traumatisant de l'accès à la propriété, cristallisant ainsi la paix en chacun de nos concitoyens.

Face à cette dernière préoccupation, l'objectif sera double.

D'une part, il s'agira, en matière foncière, de généraliser et d'accélérer la transformation des droits coutumiers en titres, ouvrant l'accès au crédit à des millions de congolais.

Il s'agira, d'autre part, de faire en sorte qu'en application du principe innovant de loca-propriétaire, chaque congolais, par le paiement régulier de l'équivalent d'un loyer sur une période de 10 ou 20 ans, accède à la propriété.

En appui à cette stratégie, une Banque de l'Habitat sera créée, avec le soutien de l'Etat et d'autres partenaires, afin de garantir différentes formules de financement.

De par sa position géostratégique, la république démocratique du Congo a vocation à devenir une puissance régionale. Cela sera d'autant plus facilité que l'Afrique sera interconnecté par fibre

optique et que le continent dépendra de plus en plus de l'énergie hydroélectrique, à cause des préoccupations environnementales.

En se développant, notre pays va ainsi devenir un passage obligé, un carrefour, un hub en matière d'intelligence, de télécommunications, de transport, de circulation des biens et des personnes.

Ce développement ne sera cependant possible que si la paix et la stabilité règnent à l'intérieur de nos frontières, autant que dans la région des Grands Lacs.

D'où la nécessité de développer notre capacité à garantir la souveraineté nationale en toutes circonstances, à prévenir et à régler les conflits dans la région, par le dialogue de préférence.

Nous devons donc parfaire ce qui a déjà été réalisé pour donner à notre pays une armée nationale républicaine puissante, dissuasive, professionnelle, motivée, et bien équipée pour la défense du territoire national.

En appui à la puissance militaire, nous développerons une diplomatie à la hauteur des enjeux.

Relations de bon voisinage avec les pays limitrophes, leadership dans les instances régionales, recherche des partenariats innovants et appui continu aux exportations congolaises seront les principales caractéristiques de cette diplomatie de paix et d'émergence.

Mes chers compatriotes,

Je vous ai brièvement présenté le bilan de mes cinq dernières années au service de la nation.

Ce bilan est pour le moins positif.

Je vous ai aussi sommairement dépeint la vision que j'ai pour notre pays dans les années à venir.

Une vision ambitieuse.

Une vision à long terme.

Ambitieuse, cette vision ne pouvait qu'être, parce que tel est le destin du Congo. Un pays pour lequel il n'y a pas d'ambition trop grande, vu la dotation qu'il a reçu du Créateur. Un pays qui a vocation à briller et à conduire.

A long terme, cette vision devait être aussi, parce que ce qui est en cause, c'est l'avenir de nos enfants dans un monde de plus en plus concurrentiel, et que l'élection présidentielle a pour objet de permettre aux populations congolaises, dont notre jeunesse, de choisir.

Choisir ce qu'elles veulent devenir.

Choisir les voies et moyens pour y parvenir.

Choisir celle ou celui qui va les y conduire.

Face à des choix aussi critiques, et puisque souvent les décisions d'un jour pénalisent pour toujours, nos populations ne peuvent se satisfaire des politiques dont la pertinence ne peut se vérifier dans la durée ; pas plus qu'on ne peut se prémunir contre les erreurs d'aiguillage, quand on ne connaît pas l'objectif d'un voyage.

Pour ambitieuse qu'elle soit, la vision que je vous propose pour l'avenir du Congo, et dont le plan de mise en œuvre vous sera communiqué dans les jours à venir, est à notre portée.

Vu les défis relevés ensemble, vous et moi sommes en effet aguerris, et nous avons en plus, la volonté et les moyens de la matérialiser.

Je sais que vous savez, pour m'avoir vu à l'œuvre :

- que je suis un homme de parole ;
- que je n'ai pas pour habitude de promettre ce que je ne peux réaliser ;
- qu'une fois que j'ai pris un engagement, je ne m'accorde aucun répit tant que l'engagement n'est pas tenu.

Pour rappel, je vous avais promis de réunifier et de pacifier le pays, et je l'ai fait.

J'avais pris l'engagement de rendre le pouvoir au peuple, en organisant des élections crédibles et démocratiques en 2006, et l'engagement a été tenu.

J'avais promis la reconstruction du pays, et elle a commencé.

Je vous promets aujourd'hui, de faire du Congo un pays émergent et, avec votre concours et l'aide de Dieu, il en sera ainsi.

Pour cela, il faut cependant que d'abord nous ayons les élections.

En tant que Chef de l'Etat, garant de la nation, des droits humains, des libertés publiques et du bon fonctionnement des institutions, j'en appelle au patriotisme et au sens des responsabilités de tous les protagonistes du processus électoral, la Commission Electorale Nationale Indépendante autant que les acteurs

politiques, de l'opposition comme ceux du pouvoir, pour que, chacun à son niveau, ils contribuent à ce que le processus électoral soit transparent et crédible, que les élections soient réellement libres et démocratiques, et qu'elles se déroulent dans un climat apaisé.

Nous le devons à notre peuple qui, même dans les moments les plus difficiles de notre histoire, a toujours fait preuve de dignité et de maturité.

Que vive la République Démocratique du Congo !

Et que Dieu nous bénisse tous !

Je vous remercie.